

Fondation Centre d'Information du révisorat d'entreprises (ICCI)



# RAPPORT ANNUEL 2021





<b>Partie I Présentation de la Fondation ICCI</b>	<b>5</b>
Introduction	6
Missions et historique de l'ICCI	7
Message du Président	8
L'organe d'administration	11
<b>Partie II Activités de l'ICCI</b>	<b>13</b>
Helpdesk – <i>Review teams</i>	14
<i>Think tank</i> SEC 2010	16
Publications	17
Résumé des livres édités en 2021	18
<i>Tax, <b>Audit</b> &amp; Accountancy</i>	19
Modèles de documents à télécharger ajoutés en 2021	22
Séminaires, sessions d'information et journées d'études	28
Site internet ICCI	29
Contribution à l'ICCI	31
<b>Annexes</b>	<b>33</b>
Annexe 1 : Liste des avis les plus pertinents de 2021	34
Annexe 2: Table de matières des publications 2021	42
Annexe 3: <i>Tax, <b>Audit</b> &amp; Accountancy</i> : liste des articles publiés en 2021	43
Annexe 4 : Liste des séminaires, des sessions d'information et des journées d'études organisés de mars 2021 à mars 2022	45
Séminaires (webinaires)	45





Partie I

# Présentation de la Fondation ICCI

Introduction	6
Missions et historique de l'ICCI	7
Message du Président	8
L'organe d'administration	11

# Introduction

Mi 2001, Le Conseil de l'IRE décide de créer un *Helpdesk* en ses locaux. Cette initiative a pour objectif d'apporter une aide concrète aux confrères qui, dans le cadre de leurs activités professionnelles, sont confrontés à des problématiques d'ordre juridique ou technique pour lesquels ils ne peuvent obtenir d'avis ailleurs.

En 2006, le Conseil de l'IRE prend la décision d'héberger les activités du *Helpdesk* dans une structure juridique séparée sous la forme d'une fondation privée. Ce transfert d'activité s'explique par une volonté de mettre l'accent sur la différence de statut des avis dispensés. En effet, grâce à cette fondation, les réponses seront rédigées en toute autonomie et ne pourront pas être considérées comme le point de vue officiel du Conseil de l'IRE. Ce dernier, ne pourra être obtenu qu'en s'adressant directement aux organes officiels de l'IRE à savoir le Conseil ou, le cas échéant, le Comité Exécutif.

C'est ainsi que la Fondation « **Centre d'information du Révisorat d'Entreprises – Informatiecentrum voor het Bedrijfsrevisoraat** » vit le jour en automne 2006.



# Missions et historique de l'ICCI

Au cours de ces dernières années, de nombreux confrères ont déjà pu faire appel au *Helpdesk* de l'ICCI.

Depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2017 le « *Helpdesk* » est réorganisé en 3 *review teams* :

1. Questions juridiques et déontologiques : H. OLIVIER, M. DE WOLF et L. OSTYN ;
2. Questions comptables : M. MANNEKENS, R. VERHEYEN et T. CARLIER;
3. Questions normatives (normes ISA) : J. VANDERNOOT, D. SCHOCKAERT et L. TYDGAT

Le 1<sup>er</sup> mars 2021 un quatrième *review team* a été constitué : Questions anti-blanchiment - (AML) : T. DUPONT, W. RUTSAERT et O. DE BONHOME

De plus, la Fondation a pour but de fournir information objective et scientifique sous sa propre responsabilité sur des problèmes relatifs au revisorat d'entreprises. La Fondation s'occupe de la publication des études antérieures de l'IRE. Les publications «institutionnelles» tant que le *Vademecum* et le *Rapport annuel* restent sous la responsabilité du Conseil de l'IRE et sont par conséquent édité par l'IRE même.

Depuis 2010, l'ICCI est l'éditeur responsable du magazine TAA (*Tax, Audit & Accountancy*).

Depuis avril 2011, l'ICCI organise les séminaires gérés auparavant par l'IRE, à l'attention des réviseurs d'entreprises et de toute personne intéressée.

Depuis mi 2012 l'ICCI est membre – depuis 2016 jusqu'à 2020 également administrateur – de Les Fondations.be, Fédération belge des Fondations philanthropiques et *Silver sponsor* de l'ASBL *Women on Board*.

En outre, depuis 2015 l'ICCI organise les sessions d'informations et les journées d'études gérées auparavant également par l'IRE.

## Message du Président

*Au cours de la deuxième année Corona, l'ICCI a continué à soutenir les réviseurs d'entreprises à distance.*



*Lieven Acke, Président ICCI*

Au début de l'année 2021, nous espérons encore que l'ICCI serait autorisée à fonctionner à nouveau dans des conditions normales. En attendant, nous savons mieux. La pandémie a fait en sorte que dans le programme de formation 2021-22, à l'exception de quelques sessions hybrides et en présentiel comme la journée du secteur public, les formations se sont déroulées exclusivement sous forme de webinaires, sans la présence physique des participants. Cependant, cela a confirmé la «nouvelle normalité» en matière de formation : la grande majorité des confrères ont vécu les webinaires de formation comme positifs et sont favorables à leur poursuite sur une base permanente.

La numérisation en 2021 a également imprégné le contenu. En effet, le livre 2021-1 de l'ICCI traite du thème des nouvelles technologies et la profession d'audit. Le premier chapitre de cette publication traite de la cybersécurité et tente de fournir à l'auditeur des éléments pour démystifier la cybersécurité et l'encourager à l'aborder dans un contexte global. Le deuxième chapitre s'intéresse de plus près à l'intelligence artificielle, dont l'objectif ultime est de



faire en sorte que les systèmes pensent comme les humains. Cette nouvelle technologie aura un impact important sur le futur de la profession d'auditeur. Le troisième chapitre traite de *process mining*, un terme collectif pour toutes les techniques d'analyse de processus axées sur les données. Il examine comment les différentes analyses de *process mining* peuvent aider les auditeurs. La *technologie blockchain* et son impact sur l'audit sont abordés dans le quatrième chapitre. Il s'agit d'une interaction de méthodes et de techniques existantes qui permettent d'enregistrer, de gérer et d'échanger des actifs numériques d'une manière unique, sans l'intervention d'un intermédiaire de confiance. Le cinquième chapitre décrit le *cloud* et le système de gestion de la sécurité de l'information. L'ouvrage se termine par la question de savoir si un cabinet d'audit a intérêt à passer au *cloud*.

Par ailleurs, la revue *Tax Audit & Accountancy* (TAA) de l'année dernière a abordé des sujets très actuels pour la profession d'audit : l'impact du Brexit sur la profession d'audit et la présentation des états financiers, le commissaire et la fraude – responsabilité accrue du commissaire en cas de fraude, la publication de la nouvelle norme de qualité ISQM en remplacement de la norme ISQC1 et les 24 bonnes pratiques concernant le conseil d'entreprise et l'information économique et financière.

En 2021, l'ICCI a formulé 85 avis, dont beaucoup peuvent intéresser le grand public et ont été publiés. De nombreuses questions concernent encore l'application ou l'interprétation du Code des sociétés et des associations (CSA).

Dans la section jurisprudence du site internet de l'ICCI, des arrêts concernant ou intéressant pour la profession de la Cour de justice de l'Union européenne, de la Cour constitutionnelle et de la Cour de cassation ont été publiés l'année dernière <https://www.icci.be/fr/jurisprudence/chercher-par-theme>.

Comme auparavant, un soutien technique a également été fourni en mettant à disposition des documents modèles à télécharger sur le site Internet de l'ICCI. Ces documents types ont pour but de fournir aux réviseurs d'entreprises des outils de travail pratiques pour l'exécution de leurs missions ou pour leur organisation interne. Ces outils de travail sont donc des modèles ou des exemples à adapter à chaque situation individuelle.

Les documents types suivants ont été publiés : le modèle de cahier des charges pour le *single audit*, un exemple de rapport du commissaire sur les états financiers consolidés des partis politiques (et de leurs composantes), la mise à jour du manuel de procédures internes en matière d'anti-blanchiment 2021, la mise à jour des outils pour un audit ISA efficient et, enfin et surtout, la mise à jour du livre Rapport du commissaire à la norme complémentaire (version révisée 2020) aux normes ISA applicables en Belgique.

Enfin, il est important de noter que l'ICCI a décidé fin 2021 de développer le « contenu » d'un outil ISQM d'ici fin 2022.

L'interprétation concrète de la mission de centre de compétences pour le révisorat d'entreprises se fait donc de manière très différente, avec toujours au centre le soutien de la profession de l'audit au profit des parties prenantes.

**Lieven Acke**

Président ICCI



# L'organe d'administration

**Président** : Lieven ACKE (Réviseur d'entreprises)

**Vice-président** : Henri OLIVIER (Prof. Em. Dr. ULiège)

**Membres** : Pierre P. BERGER (Réviseur d'entreprises honoraire), Herman BRAECKMANS (Prof. Em. Dr. UAntwerpen), Diane BREESCH (Prof. Dr. VUB-Réviseur d'entreprises), Ignace DE BEELDE (Prof. Dr. UGent), Yves DE RONGÉ (Prof. Dr. UCLouvain), Charles-Henri DE STREEL (Réviseur d'entreprises), Thierry DUPONT (Réviseur d'entreprises honoraire) (depuis le 1<sup>er</sup> mars 2021), Faska KHROUZ (Prof. Dr. ULB), Fernand MAILLARD (Réviseur d'entreprises), Marleen MANNEKENS (Réviseur d'entreprises), Tom VAN CANEGHEM (Associate Professor KULeuven) et Jacques VANDERNOOT (Réviseur d'entreprises)

**Délégué général** : Erwin VANDERSTAPPEN (Juriste d'entreprise)

**Collaborateurs scientifiques** : Steven DE BLAUWE et Camille LUXEN

Le Conseil d'administration s'est réuni quatre fois en 2021.







Partie II

# Activités de l'ICCI

Helpdesk – <i>Review teams</i>	14
<i>Think tank</i> SEC 2010	16
Publications	17
Séminaires, sessions d'information et journées d'études	28
Site internet ICCI	29
Contribution à l'ICCI	31

## Helpdesk – *Review teams*

La Fondation répond et, ce indépendamment de l'IRE, aux questions posées par les réviseurs d'entreprises en lien avec les missions révisorales, ainsi qu'aux questions posées par les tiers, sous réserve des questions de nature comptable ou fiscale, des questions controversées ou encore des questions imprécises. Le Collège de supervision des réviseurs d'entreprises est habilité à traiter des plaintes à l'égard de réviseurs d'entreprises (art. 53, § 2 de la loi du 7 décembre 2016). Aucune suite n'est donnée aux questions orales et aux questions posées par des étudiants.

La Fondation répond aux questions des réviseurs d'entreprises concernant l'IFRS, sauf si elle juge que la question comporte un degré de complexité très élevé (par exemple les questions complexes concernant l'application de l'IAS 39/IFRS 9).

La Fondation est constamment soucieuse de la qualité de ses réponses ; elle attache également une attention particulière à formuler sa réponse dans les meilleurs délais; souvent cependant, les avis demandés revêtent un caractère technique spécifique, de sorte que le délai de réponse peut s'avérer plus long ; dans ce cadre, le niveau de qualité exigé et la technicité des réponses ne permettent pas à la Fondation de répondre « en urgence » à des demandes d'avis, ce qui n'est pas ailleurs sa vocation.

Ces avis ne représentent donc pas nécessairement le point de vue du Conseil de l'IRE. Le point de vue formel de l'IRE ne peut être donné que par ses organes officiels, à savoir le Conseil ou, le cas échéant, le Comité Exécutif ou la Commission juridique, procédure qui exige inévitablement un temps de réponse plus long.

Une sélection d'avis, classés par thème, est régulièrement publiée sur le site internet de l'ICCI. Pour faire appel à ce service, il suffit de remplir le questionnaire accessible en ligne. En 2021, 85 avis ont été rendus.

La liste des avis les plus pertinents rendus en 2021, qui ont été publiés sur le site de l'ICCI, est reprise en annexe (cf. annexe 1<sup>ère</sup>).



## *Composition Review teams*

**Président :** Lieven ACKE (Réviseur d'entreprises)

**Review team questions juridiques et déontologiques :** Henri OLIVIER (Secrétaire général honoraire de l'IRE et Vice-Président de l'ICCI), Michel DE WOLF (Président honoraire de l'IRE) et Luk OSTYN (Réviseur d'entreprises)

**Review team questions comptables :** Marleen MANNEKENS (Réviseur d'entreprises et administrateur de l'ICCI), Ria VERHEYEN (Réviseur d'entreprises) et Thomas CARLIER (Specialiste IFRS)

**Review team questions normatives et ISA :** Jacques VANDERNOOT (Réviseur d'entreprises et administrateur de l'ICCI), Dries SCHOCKAERT (Specialiste ISA) et Lieven TYDGAT (Premier auditeur-réviseur Cour des Comptes)

**Review team questions anti-blanchiment (AML) :** Thierry DUPONT (Président honoraire de l'IRE et administrateur de l'ICCI), Olivier DE BONHOME (Réviseur d'entreprises) et Wim RUTSAERT (Réviseur d'entreprises)

**Secrétariat scientifique :** Erwin VANDERSTAPPEN (Juriste d'entreprise), Steven DE BLAUWE et Camille LUXEN

## **Think tank** SEC 2010

La création du *Think Tank* Système européen des comptes (SEC) 2010 est motivée en premier lieu par le souhait de l'ICCI d'acquérir et de transmettre de manière proactive, rapidement et efficacement des connaissances en lien avec le SEC 2010, en fonction des utilisateurs.

Le *Think Tank* SEC 2010 se chargera :

- De promouvoir l'acquisition et la transmission de connaissances relatives du SEC 2010 en fonction des utilisateurs ;
- De se positionner en tant qu'interlocuteur vis-à-vis des utilisateurs du SEC 2010 ;
- D'identifier les risques (d'audit) des chiffres du SEC 2010 ;
- De nouer des contacts avec d'autres parties prenantes ;
- De se profiler comme organe de concertation pour les formations et journées d'études ICCI relatives au SEC 2010 ; et
- De servir de lieu d'échange d'informations pour éventuellement peaufiner et mettre à jour le livre de l'ICCI 2014-3 « Le système européen des comptes (SEC)-Reporting et contrôle révisoral ».



# Publications

Depuis 2007, la Fondation publie plusieurs ouvrages de référence par an. Les publications « institutionnelles » telles que le *Vademecum* et le *Rapport annuel* de l'IRE, qui relèvent de la responsabilité du Conseil de l'IRE, sont quant à elles éditées par l'IRE.

Les réviseurs d'entreprises et stagiaires peuvent télécharger gratuitement toutes les publications ICCI du site internet en format PDF.

En 2021 une publication a été publiée. (cf. annexe 2) : La profession d'audit et les nouvelles technologies

## *Composition de la Commission Publications*

**Président :** Lieven ACKE (Réviseur d'entreprises)

**Membres :** Pierre. P BERGER (Réviseur d'entreprises honoraire), Herman BRAECKMANS (Prof. Em. Dr. UAntwerpen), Ignace DE BEELDE (Prof. Dr. UGent), Yves DE RONGÉ (Prof. Dr. UCLouvain) et Tom VAN CANEGHEM (Associate Professor KULeuven)

**Secrétariat :** Erwin VANDERSTAPPEN (Juriste d'entreprise), Steven DE BLAUWE et Camille LUXEN

En 2021 la Commission publications de l'ICCI s'est réunie deux fois. Les sujets suivants ont été abordés :

- évaluation de la publication 2021 ; et
- planning des publications 2022.



## Résumé des livres édités en 2021

### *La profession d'audit et les nouvelles technologies*

Le présent ouvrage traite de la profession d'audit et les nouvelles technologies.

Le premier chapitre concerne la cybersécurité et tentera d'apporter au réviseur d'entreprises des éléments afin de démystifier la cybersécurité et de l'encourager à aborder la cybersécurité dans un contexte global.

Dans le deuxième chapitre l'intelligence artificielle est abordée, dont le but ultime est de faire en sorte que les systèmes pensent comme les humains. Cette nouvelle technologie pourra avoir un impact important sur le contenu futur de la profession d'audit.

Le troisième chapitre traite de *process mining*, un nom général pour les techniques d'analyse de processus axées sur les données. On aborde la manière dont les différentes analyses de process mining peuvent soutenir les auditeurs.

Le quatrième chapitre traite de la technologie *blockchain* et son impact sur l'audit. Il s'agit d'une combinaison de méthodes et de techniques existantes qui permettent d'enregistrer, de gérer et d'échanger des actifs numériques de manière unique, sans l'intervention d'un intermédiaire de confiance.

Le cinquième chapitre décrit le *cloud* et le système de management de la sécurité de l'information. L'ouvrage se termine avec la question de savoir si un cabinet d'audit aurait un intérêt à passer sur le *cloud*.



## Tax, *Audit & Accountancy*

La revue *Tax, Audit & Accountancy* (TAA) est un périodique d'information sur le révisorat d'entreprises. Il comprend un éditorial du Président de l'IRE, un mot du rédacteur en chef, ainsi que des articles de fond sur des sujets intéressants pour les réviseurs d'entreprises et semestriellement une synthèse des activités et informations de l'IASB. Il est adressé à tous les réviseurs d'entreprises et réviseurs d'entreprises honoraires, aux stagiaires et aux pouvoirs publics, aux leaders d'opinions qui s'intéressent aux matières fiscales, comptables et de l'audit ou encore aux membres du monde économique qui enseignent dans ces domaines.

Depuis 2010, l'ICCI est l'éditeur responsable du magazine TAA.

Tous les numéros du TAA parus depuis 2010 peuvent également être téléchargés par tout intéressé sur le site internet de l'ICCI. Mi 2014, le TAA est passé en version intégralement numérique depuis le numéro 43.

En 2021, quatre numéros ont été publiés.

### *Composition Comité de rédaction TAA*

**Rédacteur en chef :** Michel DE WOLF (Président, Professeur UCLouvain-ULiège)

**Membres du Comité de rédaction :** Lieven ACKE (Réviseur d'entreprises), Pierre P. BERGER (Chargé de cours KULEuven, Réviseur d'entreprises honoraire), Thomas CARLIER (Chargé de cours ICHEC), Thierry DUPONT (Réviseur d'entreprises honoraire), Ann JORISSEN (Professeur UAntwerpen), Fernand MAILLARD (Réviseur d'entreprises), Bart PEETERS (Professeur UGent), Dries SCHOCKAERT (Dr.VUB) et Christoph VAN DER ELST (Professeur UGent, Tilburg Universiteit)

**Secrétariat de rédaction :** Erwin VANDERSTAPPEN (Juriste d'entreprise), Steven DE BLAUWE et Camille LUXEN

La liste des articles publiés en 2021 est reprise en annexe 3. Les auteurs des articles publiés en 2021 sont les personnes suivantes :

- Koenraad AERTS, *Advocaat*
- Bart BELLEN, *Partner at Contrast - European & Business Law*
- Diane BREESCH, *Full professor Accountancy & Auditing Department Business (VUB), Academisch Directeur faculteit Economic Sciences*
- Thomas CARLIER, *Partner, Head of the Brussels IFRS Centre of excellence, Deloitte*
- Johan CHRISTIAENS, *Vakgroep Accountancy, bedrijfsfinanciering en fiscaliteit, UGent, Erebedrijfsrevisor*
- Steven DE BLAUWE, *Adviseur Juridische Zaken IBR, Wetenschappelijk medewerker ICCI*
- Kristof DE WAEL, *Senior associate at Contrast - Corporate law and M&A*
- Michel DE WOLF, *Rédacteur en chef du TAA, Président honoraire de l'IRE, Professeur UCLouvain-Ulège*
- Fouad ELOUCH, *IFRS and reporting expert*
- Hanine ESSAHELI, *Managing partner - réviseur d'entreprises - expert-comptable - expert judiciaire*
- Maximiliaan GEEROMS, *Senior Tax Adviser - KPMG Tax & Legal Advisers*
- Raymond GHYSELS, *Expert-comptable et Conseil fiscal honoraire*
- Breth HERMANS, *Paralegal at Contrast - Corporate law and M&A*
- Marie LAMBERT, *Prof. HEC Liège, école de gestion de l'Université de Liège*
- Emmanuel LEROUX, *Lawyer Deloitte Legal - Lawyers*
- Philippe LONGERSTAEY, *Maître de conférences honoraire Solvay Brussels School - Economics & Management, Réviseur d'entreprises honoraire, CPA, CFA, CAIA*
- Noelle LUCAS, *Partner / Audit & Assurance Services / Financial audit BDO Réviseurs d'Entreprises, membre du Conseil de l'IRE*
- Fernand MAILLARD, *Vice-président de l'IRE*
- Céline MERGEAY, *Associate at Contrast - Corporate law and M&A*
- Tom MEULEMAN, *Président de l'IRE*
- Wolfgang OEPEN, *Director - KPMG Tax & Legal Advisers*
- Henri OLIVIER, *Professeur émérite HEC-Université de Liège*
- Alexandre PASDERMADJIAN, *Lawyer Deloitte Legal - Lawyers*
- Cedric POPA, *Partner, Deloitte Financial Advisory*
- Vincent SAGAERT, *Full Professor Private Law University of Leuven*



- Yvan STEMPNIERWSKY, Avocat aux Barreaux de Bruxelles et de Luxembourg (Arendt & Medernach), Maître de Conférences à l'Université Catholique de Louvain
- David SZAFRAN, Avocat au barreau de Bruxelles, Secrétaire général honoraire de l'IRE
- Carl VERHOFSTEDE, *Deloitte Audit & Assurance – Director Brussels IFRS Centre of Excellence*
- Jean Pierre VINCKE, Réviseur d'entreprises honoraire, Ancien administrateur de l'ICCI
- Véronique WEETS, *FSMA*
- Pieter WILLEMS, *Senior Associate Tuerlinckx Tax Lawyers*
- Rianda ZWAKHOVEN, *Manager – KPMG Tax & Legal Advisers*

## Modèles de documents à télécharger ajoutés en 2021

### *Outils pour un audit ISA efficient (mise à jour 21/09/2021)*

Le groupe de travail « normes ISA et ISQC 1 », en collaboration avec la Commission des normes de l'IRE, travaille à la préparation de plusieurs outils destinés à faciliter la mise en œuvre d'un audit ISA efficient au sein des cabinets de révision.

L'objectif est de fournir aux réviseurs d'entreprises de la guidance et des modèles de documents de travail par thème.

Chaque outil est basé sur la documentation disponible sur le site de l'IRE ou de la *Nederlandse Beroepsorganisatie van Accountants* (NBA) et sur la pratique observée chez nos confrères, et est proposé aux cabinets de révision qui le souhaitent dans une optique d'efficacité et de gain de temps ; en un mot d'efficience.

Il convient toutefois d'attirer l'attention des réviseurs d'entreprises sur le fait que l'utilisation de ces outils requiert qu'ils fassent l'objet d'une adaptation attentive à chaque situation, et ne garantit donc pas en soi la conformité avec les normes ISA.

Le premier outil publié, destiné aider le réviseur d'entreprise à déterminer la matérialité applicable à son dossier, a été développé à l'aide notamment de l'outil (Rekentool) déjà disponible en ligne sur le site de la NBA. La préférence a été donnée par le groupe de travail au développement en excel afin de permettre aux réviseurs d'entreprises de l'intégrer à leurs dossiers de travail, et de l'adapter comme il convient à chaque situation.



Le deuxième outil publié a pour objectif de résumer la démarche de collecte d'informations en matière de parties liées, spécifiques à l'entité auditée, en indiquant leur source, l'analyse critique de ces informations, et l'impact des résultats obtenus sur la stratégie et l'opinion d'audit. Des sources d'inspiration, pistes de réflexion et exemples de procédures sont données en annexe (onglet «Sources») pour aider le réviseur d'entreprises à systématiser son approche d'audit, et atteindre l'objectif fixé par ISA 550 Parties liées (nouvelle version octobre 2021).

Le troisième outil publié permet d'effectuer une appréciation de l'évaluation de continuité d'exploitation de l'entité auditée, conformément à la norme ISA 570 Continuité d'exploitation (nouvelle version septembre 2021).

Le quatrième outil publié a été développé en vue de faciliter l'appréhension des risques «fraude & management override» de chaque entité contrôlée, de sorte à permettre à l'auditeur de répondre adéquatement aux obligations qui lui sont imposées par l'ISA 240 en matière de fraude lors d'un audit des états financiers (mai 2021).

Le groupe de travail, présidé par Noëlle LUCAS, est composé des membres suivants : Chantal BOLLEN, Guy COX, Christophe REMON, Jean-Benoît RONSE DECRAENE, Wendy SAMAN, Jan SMITS, Jan VAN BRABANT, Kim VAN LOON, Jacques VANDERNOOT et assisté de Stéphanie QUINTART et Roby FELE, membres du staff de l'IRE. Ont également participé à la réalisation des outils, Freddy CALUWAERTS et Inge SAEYS.

## *Manuel de procédures internes en matière d'anti-blanchiment (mise à jour le 27 septembre 2021)*

Le document est destiné à aider les cabinets des professionnels dans l'élaboration et la mise en œuvre des procédures de contrôle interne imposées par la loi du 18 septembre 2017 relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces (ci-après LAB).

Cet exemple de manuel de procédures en vue d'élaborer des procédures de contrôle interne n'a pas de caractère obligatoire ou normatif. Il appartient aux cabinets de s'en inspirer, et le cas échéant, de l'adapter à leurs besoins en fonction des procédures et mesures de contrôle interne existantes ou de celles dont l'application est envisagée. S'il peut être utilisé de manière isolée, il est recommandé toutefois de l'intégrer (le cas échéant) dans les documents relatifs aux procédures existantes.

Le manuel de procédures qui avait été publié en octobre 2020 sur le site de l'ICCI a été mis à jour (en changements apparents et version clean) en ce qui concerne les points suivants :

- Point 8.3.3 : signalement de différences entre le registre UBO et les informations sur les bénéficiaires effectifs détenues par les réviseurs d'entreprises ;
- Point 8.5 : ajout des « juges de la Cour constitutionnelle (y compris les présidents) » à la liste des personnes politiquement exposées ;
- Point 13.3 : référence aux informations sur le signalement des infractions publiées par le Collège de supervision des réviseurs d'entreprises ;
- Point 16.2 : précisions quant à la consultation du registre UBO dans le cadre du RGPD ;
- Annexe A10 : mise à jour d'un lien.



*Rapport sur les comptes consolidés du parti politique [X] (mis à jour mai 2021)*

Ceci contient un exemple de rapport de réviseur d'entreprises sur les comptes consolidés des partis politiques (et leurs composantes), établi par le groupe de travail « partis politiques » de l'IRE.

## Exemples de rapports révisoraux en matière d'audit unique (single audit) (mis à jour 15/4/2021)

L'audit unique (single audit) est défini comme suit : un seul modèle d'audit pour l'autorité flamande, sur lequel chaque niveau de contrôle se base afin de réduire l'embarras du contrôlé et d'augmenter la qualité de l'audit, sans toutefois porter atteinte à l'indépendance des organes d'audit concernés.

L'article 67 du décret flamand du 8 juillet 2011 réglant le budget, la comptabilité, l'attribution de subventions et le contrôle de leur utilisation, et le contrôle par la Cour des Comptes (décret flamand des comptes) contient l'ancrage décrétoal du concept de single audit.

L'article 9 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 7 septembre 2012 relatif au contrôle et à l'audit unique, pris en exécution du décret flamand des comptes, concerne le rapport révisoral dans le cadre de l'audit unique. Ce rapport contient trois volets. Premièrement, le réviseur d'entreprises procède à un contrôle classique des états financiers. Deuxièmement, il se prononce sur l'exécution du budget et de l'alignement sur les comptes annuels. Troisièmement, il déclare si le reporting a été ou non rédigé selon les normes SEC et si le reporting SEC s'aligne ou non de manière cohérente aux comptes annuels.

Pour ces trois volets un faisceau de trois exemples de rapports en matière d'audit unique a été élaborés en collaboration avec le groupe de pilotage single audit et la Commission des normes d'exercice professionnel de l'IRE. Ces modèles ont été mis à jour et prennent en compte les modèles de rapport joints au projet de norme complémentaire aux normes ISA applicables en Belgique. Vous pouvez suivre l'évolution de ce projet de norme via le lien suivant: [https://www.ibr-ire.be/fr/reglementation/normes\\_et\\_recommandations/projets/normes-isa/Pages/default.aspx](https://www.ibr-ire.be/fr/reglementation/normes_et_recommandations/projets/normes-isa/Pages/default.aspx).



## *Mise à jour du Livre Rapport de commissaire*

L'édition électronique du présent ouvrage en mars 2019 a été mise à jour fin 2020 au vu de l'entrée en vigueur du CSA ainsi que la norme complémentaire révisée en 2020. Cette dernière a été adaptée en 2021 et son approbation est attendue après la publication électronique de cet ouvrage. La procédure d'approbation peut être suivie ici .

Cet ouvrage tient compte des textes législatifs, réglementaires et normatifs, des traductions françaises et néerlandaises des normes ISA applicables en Belgique au 30 septembre 2021. C'est ainsi qu'il tient compte de l'entrée en vigueur du Code des sociétés et des associations et de certaines modifications qui en résultent et également de la version révisée 2020 de la norme complémentaire aux normes ISA applicables en Belgique.

Cette version électronique de l'ouvrage peut être utilisée pour les comptes annuels clôturés après le 31 décembre 2020.

Les auteurs ont saisi l'occasion pour peaufiner et compléter certains aspects de la publication. Ainsi, des aspects relatifs à la prise en compte ou la communication par le commissaire d'un contrôle interne inefficace sont traités de manière succincte, ainsi que certains aspects relatifs au représentant permanent du cabinet, certains aspects relatifs à l'identification d'une anomalie significative et son impact sur la rectification éventuelle des comptes annuels. En outre, des types de rapports du commissaire reprenant les formulations standards lorsque le commissaire exprime une opinion adaptée sont mis à disposition.

# Séminaires, sessions d'information et journées d'études

Depuis avril 2011, l'ICCI organise les séminaires gérés auparavant par l'IRE, à l'attention des réviseurs d'entreprises et de toute personne intéressée. Depuis 2015, l'ICCI organise également les sessions d'information et les journées d'études.

L'inscription à ces activités de formation se fait en ligne via le site internet de l'ICCI pour les réviseurs, stagiaires et les tiers.

En 2021 aussi, la majorité des séminaires ont eu lieu sous forme de webinaires, une formule qui a également été très appréciée cette année. Quelques ateliers où les confrères ont pu se revoir et échanger en présentiel ont également attiré de nombreux intéressés.

De mars 2021 à mars 2022, un total de 109 séminaires ont été organisés par l'ICCI, dont 51 néerlandophones et 52 francophones et 6 séminaires bilingues. La liste de ces webinaires est reprise en annexe 4.

L'organisation de ces formations est basée sur le travail de la Commission formation de l'IRE, elles sont réalisées grâce à la collaboration de 121 orateurs, dont 60 réviseurs d'entreprises et stagiaires, et 61 autres experts dans les domaines abordés.

8.483 personnes ont participé aux séminaires, organisés par l'ICCI en 2021, soit un total de 29.231,50 heures de formation.



# Site internet ICCI

Nombre d'utilisateurs

**77.018**

+ 5,6 % par rapport à 2020

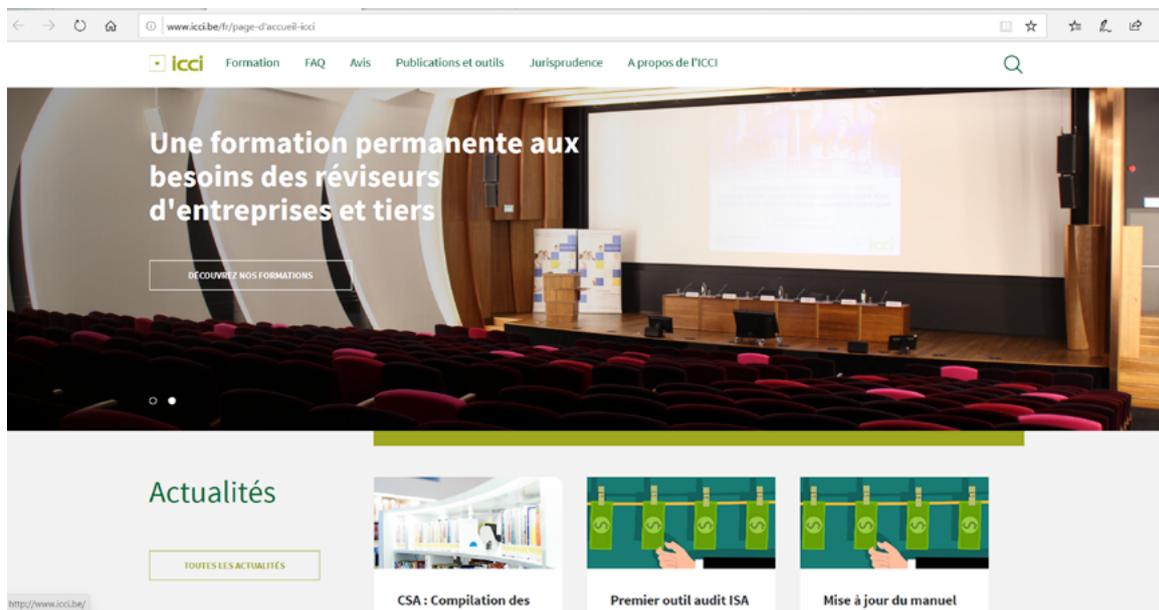
Nombre de visites

**127.798**

status quo par rapport à 2020

Nombre de page views

**265.439**



## Devices

Desktop

**83%**

Mobile

**16%**

Tablet

**1%**

La structure du site internet de l'ICCI consiste, outre que la page d'accueil, de 7 rubriques principales : « Formation », « FAQ », « Avis », « Publications et outils », « Jurisprudence » et « À propos de l'ICCI ».

Les contenus des rubriques « Jurisprudence » et « À propos de l'ICCI » sont exposés ci-après.

## *Jurisprudence*

- Réviseur d'entreprises : missions
  - [Cour de cassation du 28 janvier 2021 \(n° C.20.0127.F\) – Etendue du secret professionnel du réviseur d'entreprises](#)
  - [Hof van Cassatie 11 juni 2020 \(C.19.0081.N\) – Symmetrische behandeling bij inbreng in natura van een schuldvordering op een vennootschap in moeilijkheden](#)
- Commissaire : indépendance
  - [Cour de justice de l'Union Européenne - 5e chambre - Arrêt du 24 mars 2021 C-950/19 \(icci.be\)](#)
- autres : arrêts intéressant le commissaire dans l'exécution de son mandat
  - [Cour de justice de l'Union Européenne - 4e chambre - Arrêt du 27 février 2020 C-384/18 \(icci.be\)](#)
  - [Ondernemingsrechtbank Gent, afdeling Dendermonde, 16 november 2020 – gerechtelijke reorganisatie en bestuurdersaansprakelijkheid](#)

## *A propos de l'ICCI*

Sous cette rubrique se trouve un aperçu relatif à l'origine de la Fondation ICCI ainsi qu'un nombre de sous-rubriques (« conseil d'administration », « statuts », « coordonnées », « rechercher » « bibliographie » et « liens », qui indique un nombre de liens qui peuvent être utiles pour la profession (organes professionnels nationaux et internationaux).

## *FAQ*

En 2021 on a rajouté encore quelques questions et réponses.



## Contribution à l'ICCI

Chaque année, tous les réviseurs d'entreprises versent une contribution à l'ICCI. Cette contribution est facturée directement aux réviseurs, avec TVA.

Le montant de cette «contribution ICCI» est déduit de la cotisation versée à l'IRE.

Cette contribution donne accès aux avantages suivants:

- l'abonnement aux publications de l'ICCI (ouvrages et TAA);
- un droit forfaitaire d'accès aux séminaires, sessions d'information et journées d'études pour le réviseur d'entreprises et ses éventuels stagiaires;
- l'accès aux conseils de l'ancien *Helpdesk* et maintenant aux quatre *review teams*.





# Annexes

Annexe 1 : Liste des avis les plus pertinents de 2021	34
Annexe 2: Table de matières des publications 2021	42
Annexe 3: <i>Tax, <b>Audit</b> &amp; Accountancy</i> : liste des articles publiés en 2021	43
Annexe 4 : Liste des séminaires, des sessions d'information et des journées d'études organisés de mars 2021 à mars 2022	45

# Annexe 1 : **Liste des avis les plus pertinents** de 2021

Ci-après suit une liste des avis les plus pertinents de 2021, qui ont été publiés sur le site de l'ICCI, uniquement dans la langue de la personne qui a posé la question, sous la rubrique : <https://www.icci.be/fr/avis/avis-r-cement-publi-s>.

## *IRE*

### *Déontologie*

- Inondations – dossiers de travail du réviseur d'entreprises – *Overstromingen – Werkdossiers van de bedrijfsrevisor*
- Incompatibilités – réviseurs d'entreprises – *Onverenigbaarheden – bedrijfsrevisoren*
- Membre IRE – exécution de missions comptables – *IBR-lid – uitvoering van boekhoudige opdrachten*
- Secret professionnel vis-à-vis du régulateur étranger d'un auditeur de groupe – *Beroepsgeheim ten aanzien van de buitenlandse regulator van de groep*  
*Secret professionnel*
- Secrétariat national du syndicat - Beroepsgeheim – *Nationaal secretariaat van de vakbond*
- Exécution d'une mission légale pour le cliënt d'un autre cabinet lié au même réseau – *Uitvoering van wettelijke opdracht voor cliënt van ander kantoor aangesloten bij hetzelfde netwerk*



## Commissaire

- Missions spéciales (CSA) – Sociétés en défaut de nommer un commissaire – Bijzondere opdrachten (WV) – Vennootschappen die nalaten een commissaris te benoemen
- Interprétation de l'article 3:72, 2° in fine du Code des sociétés et des associations – Interpretatie van art. 3:72, 2° in fine van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen
- Bonne gouvernance comme critère d'exclusion d'un commissaire après un mandat dans un cahier des charge – Goed bestuur als criterium voor uitsluiting van een commissaris in een lastenboek
- Révocation du commissaire - convocation du commissaire à l'assemblée générale – Opzegging van de commissaris – Oproeping van de commissaris op de algemene vergadering
- Fourniture des informations et attestation par le réviseur d'entreprises vis-à-vis du conseil d'entreprise/CPPT – Informatieverstrekking en attestering door de bedrijfsrevisor ten aanzien van ondernemingsraad/CPBW
- Rapport dans le cadre d'une dissolution et liquidation – Publication "Le rapport du commissaire" – Verslag in het kader van een ontbinding en vereffening – Publicatie "Het Commissarisverslag"
- Prolongement des mandats de commissaire au sein d'un même groupe – Verlenging van commissarismandaten binnen dezelfde groep
- Désignation d'un commissaire et l'article 3:72, 2° CSA – Aanstellen van een commissaris en artikel 3:72, 2° WV
- Compréhension de la mission du commissaire dans l'article 7:96 CSA lorsque tous les administrateurs ont un conflit d'intérêts – Begrip van de opdracht van de commissaris in artikel 7:96 WV wanneer alle bestuurders een belangenconflict hebben
- Désignation d'un commissaire après la fusion d'ASBL – Aanstelling van commissaris na fusie van VZW's
- Report d'une assemblée générale par l'organe d'administration - Mention des violations du CSA qui n'ont pas d'impact sur les comptes annuels – Uitstel van een algemene vergadering door het bestuursorgaan – Vermelding van overtredingen van het WV die geen impact hebben op de jaarrekening

- Contradiction entre l'outil ICCI Revidocs et la publication ICCI "le rapport de commissaire" – *Tegenstrijdigheid tussen de ICCI-tool Revidocs en het ICCI-boek "Het commissarisverslag"*
- Rapport de carence – *Verslag van niet-bevinding*
- Impact d'une abstention sur le compte de résultats de l'exercice N-1 sur l'opinion du compte de résultats de l'exercice N – *Impact van een onthouding op de resultatenrekening van boekjaar N-1 op het oordeel over de resultatenrekening van boekjaar N*
- Report de l'assemblée générale ordinaire par l'assemblée générale extraordinaire – *Uitstel van de gewone algemene vergadering door een buitengewone algemene vergadering*

### ***Missions particulières du Code des sociétés et des associations***

- Missions spéciales (CSA) – Sociétés en défaut de nommer un commissaire – *Bijzondere opdrachten (WVV) – Vennootschappen die nalaten een commissaris te benoemen*
- Renaissance des obligations de reporting d'apport en nature en cas de scission partielle silencieuse – *Herleving van rapporteringsvereisten van inbreng in natura bij een geruisloze partiële splitsing*
- Missions spéciales (CSA) – Sociétés en défaut de nommer un commissaire – *Bijzondere opdrachten (WVV) – Vennootschappen die nalaten een commissaris te benoemen*
- Norme relative à la mission du réviseur d'entreprises dans le cadre d'un apport en nature et d'un quasi-apport – *Norm inzake de opdracht van de bedrijfsrevisor in het kader van een inbreng in natura en quasi-inbreng*
- Apport des crypto-monnaies - rapport – *Inbreng van cryptomunten - verslag*
- Apport en nature sans création de nouvelles actions dans une SRL selon le CSA – *Inbreng in natura zonder uitgifte van nieuwe aandelen in een BV volgens het WV*
- Apport en nature d'un tiers des biens mobiliers indivis dans la SRL de l'un des trois actionnaires – *Inbreng in natura van één derde van onverdeelde roerende goederen in de BV van één van de drie aandeelhouders*
- Quasi-apport – régularisation – *Quasi-inbreng -regularisatie*



- Notion de matérialité en cas de missions spéciales en matière de transformation et de dissolution – *Materialiteitsbegrip ingeval van bijzondere opdrachten inzake omzetting en ontbinding*
- Clôture immédiate de la liquidation - dépôt des comptes annuels – *Onmiddellijke sluiting van vereffening - neerleggen van de jaarrekening*
- Article 2:110, § 2 CSA et la dissolution et la liquidation volontaire en un seul acte d'une petite ASBL – *Artikel 2:110, § 2 WWV en vrijwillige ontbinding en vereffening in één akte van een kleine VZW*
- Rapport dans le cadre d'une dissolution et liquidation - Publication "Le rapport du commissaire" – *Verslag in het kader van een ontbinding en vereffening - Publicatie "Het Commissarisverslag"*
- Test de liquidité et test d'actif net - application dans le cadre d'une liquidation – *Liquiditeits- en nettoactietest - toepassing in het kader van een vereffening*
- Dissolution et liquidation en un seul acte – *Ontbinding en vereffening in één akte*
- Dissolution et clôture de liquidation en un seul acte - précompte mobilier et boni de liquidation – *Ontbinding en sluiting van de vereffening in één akte - roerende voorheffing en liquidatieboni*
- Dissolution volontaire d'une petite ASBL ou AISBL (art. 2:110, § 2 CSA) – *Vrijwillige ontbinding van een kleine VZW of een IVZW (art. 2:110, § 2 WWV)*
- Transformation d'une société agricole en SRL suite à la réforme du CSA – *Omzetting van een landbouwennootschap in een BV na de hervorming van het WWV*
- Transformation d'une SComm avec actif net négatif en SRL – *Omzetting CommV met negatief nettoactief in BV*
- Scission par absorption d'une ASBL – *Splitsing door overneming van een VZW*
- Emploi des langues - documents remis à l'assemblée générale – *Taalgebruik - documenten bestemd voor de algemene vergadering*

## ***Normes de révision***

- Contradiction entre l'outil ICCI Revidocs et la publication ICCI "le rapport de commissaire" – *Tegenstrijdigheid tussen de ICCI-tool Revidocs en het ICCI-boek "Het commissarisverslag"*

- Impact d'une abstention sur le compte de résultats de l'exercice N-1 sur l'opinion du compte de résultats de l'exercice N – *Impact van een onthouding op de resultatenrekening van boekjaar N-1 op het oordeel over de resultatenrekening van boekjaar N*
- Contrôle contractuel des comptes annuels – publication du rapport – *Contractuele controle van de jaarrekening – publicatie van het verslag*
- Norme relative à la mission du réviseur d'entreprises dans le cadre d'un apport en nature et d'un quasi-apport – *Norm inzake de opdracht van de bedrijfsrevisor in het kader van een inbreng in natura en quasi-inbreng*

### ***Blanchiment, fraude et corruption***

- Registre UBO - administrateurs avec voix délibérative et administrateurs avec voix consultative – *UBO-register - bestuurders met beslissende stem en bestuurders met raadgevende stem*
- UBO - catégorie - mention dans le rapport du commissaire – *UBO - categorie - vermelding in het commissarisverslag*
- Registre UBO - Omission de mentionner les bénéficiaires économiques – *UBO-register - Nalaten om de economische begunstigden te vermelden*
- Registre UBO - entités détenues directement ou indirectement par une Région – *UBO-register - entiteiten die rechtstreeks of onrechtstreeks onder de zeggenschap van een Gewest vallen*

### ***Capital et actions***

- Société avec actions négociées sur Euronext Access et la notion d' « entité d'intérêt public » – *Vennootschap met aandelen verhandeld op Euronext Access en de notie "organisatie van openbaar belang"*
- Report de l'assemblée générale ordinaire par l'assemblée générale extraordinaire – *Uitstel van de gewone algemene vergadering door een buitengewone algemene vergadering*



## **Information financière**

- Informations économiques et financières conseil d'entreprise (niveau d'information) – *Economische en financiële informatie ondernemingsraad (informatieniveau)*

## **ASBL et fondations**

- Conservation des livres et documents - ASBL en liquidation – *Bewaring van boeken en documenten - VZW in vereffening*
- Scission par absorption d'une ASBL – *Splitsing door overneming van een VZW*
- Définition d' « actif net » - Transformation d'une ASBL en AISBL – *Definitie van "nettoactief" - Omzetting van een VZW in een IVZW*
- Dissolution volontaire d'une petite ASBL ou AISBL (art. 2:110, § 2 CSA) – *Vrijwillige ontbinding van een kleine VZW of een IVZW (art. 2:110, § 2 WWV)*
- Vérificateur aux comptes - petite ASBL – *Verificateur van de rekeningen - kleine VZW*
- Arrêt des comptes annuels - Fondations – *Vaststellen van de jaarrekening - Stichtingen*
- Désignation d'un commissaire après la fusion d'ASBL – *Aanstelling van commissaris na fusie van VZW's*
- Contenu légal du rapport d'un « vérificateur aux comptes » (micro-ASBL) – *Wettelijke inhoud van het verslag van de "verificateur van de rekeningen" (micro-VZW)*

## **Législation comptable belge**

- Renonciation d'une partie du loyer suite à la pandémie COVID-19 – *Afstand van een gedeelte van de huurprijs als gevolg van de COVID-19 pandemie*
- Conservation des livres et documents - ASBL en liquidation – *Bewaring van boeken en documenten - VZW in vereffening*
- Dette TVA contestée inscrite en « provisions pour charge fiscale » – *Betwiste BTW-schuld opgenomen in "voorzieningen voor belastingen"*
- Impact du CSA sur le nouveau schéma des comptes et conséquences – *Impact van WWV op nieuw schema jaarrekening en gevolgen*

- Comptabilisation du pécule de vacance à la suite de l'assimilation du chômage temporaire et de la compensation des périodes de chômage temporaire pour force majeure liées au coronavirus dans le régime des vacances annuelles des employés - COVID-19 – *Boekhoudkundige verwerking van het vakantiegeld naar aanleiding van de assimilering van de tijdelijke werkloosheid en de compensatie van de periodes van tijdelijke werkloosheid voor overmacht verbonden met het coronavirus*
- Impact d'une abstention sur le compte de résultats de l'exercice N-1 sur l'opinion du compte de résultats de l'exercice N – *Impact van een onthouding op de resultatenrekening van boekjaar N-1 op het oordeel over de resultatenrekening van boekjaar N*

## **IFRS/IAS**

Nihil

## ***Obligations de publicité***

- Contrôle contractuel des comptes annuels - publication du rapport – *Contractuele controle van de jaarrekening - publicatie van het verslag*
- Dépôt provisoire des comptes annuels non approuvés – *Voorlopige neerlegging van niet goedgekeurde jaarrekeningen*

## ***Législations et réglementations particulières***

- Bonne gouvernance comme critère d'exclusion d'un commissaire après un mandat dans un cahier des charge – *Goed bestuur als criterium voor uitsluiting van een commissaris in een lastenboek*
- Interprétation des termes « le cas échéant » dans le CDE – *Interpretatie van de woorden "in voorkomend geval" in het WER*



## *Information au conseil d'entreprise : général*

- Mission du réviseur d'entreprises à l'égard de la délégation syndicale (à défaut de conseil d'entreprise) – *Opdracht van de bedrijfsrevisor ten aanzien van de vakbondsafvaardiging (bij gebrek aan ondernemingsraad)*
- Informations économiques et financières pour le conseil d'entreprise d'un groupe étranger – *Economische en financiële informatie voor de Belgische ondernemingsraad van een buitenlandse groep*
- CPBW Fourniture des informations et attestation par le réviseur d'entreprises vis-à-vis du conseil d'entreprise/ CPPT – *informatieverstrekking en attestering door de bedrijfsrevisor ten aanzien van ondernemingsraad /CPBW*

# Annexe 2: **Table de matières** des **publications** 2021

## *La profession d'audit et les nouvelles technologies*

Avant-propos

Executive summary (NL)

Executive summary (FR)

Executive summary (EN)

Chapitre 1 Cybersecurité

Chapitre 2 Intelligences artificielles

Chapitre 3 *Process mining* (analyse détaillée des processus)

Chapitre 4 Technologie *blockchain*

Chapitre 5 *Cloud* et SMSI

Epilogue



## Annexe 3: **Tax, Audit & Accountancy** : **liste des articles publiés** en 2021

### TAA n° 70 maart/mars 2021

- *Brexit: fiscale impact (btw en vennootschapsbelasting) ; Brexit : impact fiscal (TVA et impôt des sociétés)*
- *Brexit: Conséquences pour la profession de réviseur d'entreprises et la présentation des états financiers*
- *Transition to IFRS 9 - Practical implications for Belgian corporates*
- *Revue des avis CNC 2019*
- *Evolutie en samenstelling erelonen bedrijfsrevisoren 2013 tot 2018*
- *L'engagement à long terme des actionnaires : Politique de rémunération des dirigeants et relations avec les actionnaires*

### TAA n° 71 mei/mai 2021

- *De commissaris en fraude ; Le commissaire et la fraude – responsabilité accrue de l'auditeur en cas de fraude*
- *Les (nouveaux) aspects comptables et fiscaux des provisions*
- *Impact gewijzigde strafrechtelijke verantwoordelijkheid op bedrijfsrevisorenkantoren - Impact de la modification de la responsabilité pénale en Belgique sur les cabinets de révision*
- *Revue des avis CNC 2020*

### TAA n° 72 november/novembre 2021

- De l'ISQC1 vers l'ISQM
- *VZW-boekhoudwetgeving en de praktijk*
- *Deficitaire vereffening in één akte*
- Portée des avis CNC - Comparaison Luxembourg et France
- Diligences et précautions particulières du réviseur d'entreprises dans l'exercice, le contrôle ou l'appréciation d'une évaluation d'entreprise, selon la méthode des flux de trésorerie actualisés

### TAA n°73 december/décembre 2021

- Le conseil d'entreprise et l'information économique et financière : 24 bonnes pratiques pour le réviseur, le chef d'entreprise, et les représentants des travailleurs
- *Classes of shares - legal and valuation considerations (part 1)*
- *Het nieuwe goederenrecht en de eventuele impact op hun waardering - Le nouveau droit des biens et l'impact éventuel sur leur évaluation*
- *Key findings of the 5th M&A survey*
- Information périodique IFRS – janvier 2021 – octobre 2021



# Annexe 4 : Liste des **séminaires**, des **sessions d'information** et des **journées d'études** organisés de mars 2021 à mars 2022

## Séminaires (wébinares)

### *Fiscalité*

- Fiscalité des missions occasionnelles : apport en nature et nouvelles missions résultantes du CSA (orateur : Joseph MARKÓ)
- Actualités en imposition des revenus des sociétés, des personnes morales et des personnes physiques (orateur : Michel DE WOLF)
- Actualités TVA : points d'attention et jurisprudence récente (orateur: Katia DELFIN-DIAZ)
- TVA formation de base (orateur : Katia DELFIN-DIAZ)
- Formation de base : imposition des revenus des sociétés (partie 1) (orateur : Michel DE WOLF)
- Prix transfert : actualité et points d'attention (orateur : Yves de GROOTE)
- Formation de base : imposition des revenus des sociétés (partie 2) (orateur : Michel DE WOLF)
- Formation de base : imposition des revenus des sociétés (partie 3) (orateur : Michel DE WOLF)
- Actualités fiscales : sélection de sujets fiscaux d'intérêt pour les réviseurs d'entreprises (orateur : Jean-Luc WUIDARD)

## *Droit*

- Le réviseur d'entreprises et le droit des sociétés : actualités et aspects particuliers (orateur : Fernand MAILLARD)
- Modifications fondamentales concernant le droit de la preuve dans le nouveau Code Civil (oratrice : Florence DANIS)
- Actualités en droit social (oratrices : Nadège TOUSSAINT, Sylvie DUMORTIER)
- Le RGPD pour les cabinets de révision - nouvelle approche/ GDPR voor revisorenkantoren - een nieuwe aanpak (orateurs : Alexia CAUWE, Olivier DE BONHOME, Aurélie VAN DER PERRE, Anis BEHHADI, Amanda BOSMANS)
- Comment appréhender les problèmes de continuité ? (orateur : Joseph MARKÓ)

## *Anti-blanchiment et déontologie*

- Reconnaître les typologies de blanchiment et les professionnels du chiffre (orateur : Geert DELRUE)
- Anti-blanchiment : règles applicables aux réviseurs d'entreprises en matière d'organisation du cabinet et de déclaration de soupçon, et évolutions récentes ; update déontologie (oratrices : Chantal BOLLEN, Laurence VAN EYKEN)
- Anti-blanchiment (orateurs: Corentin HERICHER, Charlotte BOULANGER)
- Déontologie et indépendance : exemples pratiques (orateurs: Marc BIHAIN, Laurence VAN EYKEN)

## *Cycle Code des sociétés et des associations (CSA)*

- CSA : Principes généraux et structure, régime transitoire, loi de réparation et dispositions en matière de gouvernance (y compris la responsabilité et les conflits d'intérêts) (orateurs : Paul Alain FORIERS, Nikita TISSOT)
- CSA : Protection du capital des fonds, procédure d'alarme et going concern (orateur : Xavier DOYEN)
- CSA : Missions particulières nouvelles et adaptées dans les SA, SRL et les SC (orateur : Olivier VERTESEN)
- CSA : Spécificités des A(I)SBL et des fondations (orateur : Fernand MAILLARD)



## **Workshops**

- Workshop : Comment appréhender et documenter les risques de management override (contournement des contrôles internes par la direction) et revenue recognition (comptabilisation des produits) dans un dossier audit ? (orateur : Maxime HAUBOURDIN)

## **Audit – Contrôle:**

- Checklists contrôle qualité du CSR : Organisation du cabinet. Dossier du mandat et missions légales (Session 1) (orateurs: Olivier DE BONHOME, Charles-Henri DE STREEL)
- Tests de liquidité et solvabilité (orateur : Michel DE WOLF)
- Checklists contrôle qualité du CSR : Organisation du cabinet. Dossier du mandat et missions légales (Session 2) (orateur : Olivier de BONHOME)
- Entreprises en difficulté et Livre XX du Code de droit économique (orateurs : Joseph MARKÓ, Nicholas OUCHINSKY)
- Documentation du contrôle interne et impact sur le travail substantif dans les PME (orateur : Olivier de BONHOME)
- Le rapport du commissaire et l'évolution dans le CSA : application pratique relative aux opinions modifiées et aux paragraphes additionnels à insérer (publication ICCI édition 2021) (orateurs : Patricia LELEU, Jacques VANDERNOOT)
- Fusions et scissions : aspects légaux comptables et fiscaux ; et points d'attention pour le réviseur d'entreprises (orateur : Joseph MARKÓ)
- Évaluation des entreprises (orateurs : Christophe REMON, Laurent RENERKEN)
- *Due diligence* dans le cadre de la transmission d'une PME (orateur : Daniel KROES)
- Analyse de l'annexe aux comptes annuels, règles d'évaluation et autres documents à annexer (orateurs : Alexis PALM, Joffrey ANKAERT)
- Norme titres (orateur: Michel DE WOLF)
- Analyse des nouveaux avis importants de la CNC (mise à jour) (orateur : Fernand MAILLARD)
- Réviseur et conseil d'entreprise (orateurs : Paul COMHAIRE, Michel FLAGOTHIER, Andrea DELLA VECCHIA, ANTOINE DEDRY)

### ***Audit - Contrôle (IAS/IFRS)***

- Directives générales *IFRS* et différences avec *Belgian GAAP*  
(orateur : Thomas CARLIER)
- Développements récents *IAS/IFRS* (orateur : Thomas CARLIER)
- Traitement de régimes de pension selon *BE GAAP* et *IFRS*  
(orateur : Geert DE RIDDER)

### ***Audit - Contrôle (Consolidation)***

- Audit des comptes consolidés : exercices pratiques (orateur : Frédéric LEPOUTRE)

### ***Audit - Contrôle (International Standards (ISA))***

- Norme ISA 240 en cas de fraude (ayant un impact significatif)  
(oratrice : Patricia LELEU)
- En route vers ISQM (oratrice : Noëlle LUCAS)
- Workshop : Approche par les risques en conformité avec les normes ISA  
(oratrice : Catherine MONSIEUR)
- Workshop : Points d'attention d'un commissaire dans le cadre d'un reporting du groupe (orateurs : Corine MAGNIN, Pierre-Hugues BONNEFOY-CUDRAZ)

### ***Audit - Contrôle (Non marchand)***

- La fiscalité des ASBL : impact du passage au CSA (IPM ou ISOC), évolution de la TVA et autres aspects fiscaux et parafiscaux (orateur : Fernand MAILLARD)



## ***Audit - Contrôle (Secteur financier)***

- *Hot topics (Capita Selecta) - Financière Sector / Hot topics (Capita Selecta) - Secteur financier* (orateurs : Michel COLINET, Claude LOUCKX, Anthony MENTION, Thomas PLOMTEUX, Frederic ROMONT, Charlotte SCHOCKAERT, Yannick SIMON, Nicolas STANER, Reinout TEMMERMAN, Dirk VLAMINCKX, Stany ZABINSKI)

## ***Audit - Contrôle (Secteur public)***

- Journée du secteur public

## ***Informatique***

- *Advanced : Sondage statistique (statistic sample)* (orateur : Samuel VERFAILLIE)
- *Impact of Data Analytics on Audit* (orateurs : Olivier DE BONHOME, Sébastien VERACHTERT)
- *Audit informatique : l'impact sur l'approche d'audit et l'IPE du test des ITGC's et contrôles d'application – Théorie (1)* (orateur : Nikolai TRIFFET)

## ***FAQ Covid-19***

- *FAQ Covid-19* (orateurs : Patricia LELEU, Fernand MAILLARD)
- *De hoofdpunten van 2021 en kernboodschappen voor 2022/L'essentiel de 2021 et messages clés pour 2022* (orateurs : Lieven ACKE, Fernand MAILLARD, Tom MEULEMAN, Patrick VAN IMPE)



E. Jacqmainlaan 135, 1000 Brussel  
info@icci.be | www.icci.be